



NOTE EXPLICATIVE

DE SYNTHESE

OBJET : Convention de prestations informatiques avec le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en vue de l'intégration de la Ville de Nouméa dans le système informatisé de gestion des ressources humaines dénommé TIARHE

P. J. : 1 projet de délibération

La Ville souhaite intégrer le système informatisé de gestion des ressources humaines dénommé TIARHE géré par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie afin de sécuriser le calcul de la paie et de réduire les coûts liés au fonctionnement, à la maintenance et au développement du Système d'Information RH de la Ville de Nouméa.

C'est pourquoi il est proposé au conseil municipal d'autoriser le Maire ou son représentant à signer avec le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie une convention de prestations informatiques en vue d'assurer cette intégration, qui devrait s'achever au plus tard le 31 décembre 2018. Cette convention de prestations informatiques ainsi que la charte projet à laquelle il y est fait référence, ont pour objet de déterminer les règles, les étapes et les responsabilités de chacune des parties pour la réalisation du projet d'intégration de l'administration du personnel et du calcul de la paie de la Ville de Nouméa dans le système TIARHE. Cette convention prendra fin lors du traitement de la première paie sur TIARHE qui est prévu pour le mois de janvier 2019.

Elle sera suivi de la signature d'une nouvelle convention qui aura pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles la Nouvelle-Calédonie exécute pour le compte de la Ville de Nouméa diverses prestations informatiques liées à l'emploi du système informatisé de gestion des ressources humaines dénommé TIARHE.

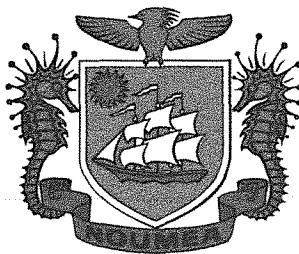
Il est donc proposé au conseil municipal d'habiliter le Maire ou son représentant à signer avec le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie une convention de prestations informatiques en vue de l'intégration de la Ville de Nouméa dans le système informatisé de gestion des ressources humaines dénommé TIARHE.

L'impact budgétaire prévisionnel de ce dispositif est estimé à 8.574.800 F/CFP HT.

Tel est l'objet du projet de délibération ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

Nouméa, le 4 juillet 2018

Le Maire,
Sonia LAGA



VILLE DE NOUMEA

Haut-Commissariat de la République
en Nouvelle-Calédonie

03 AOUT 2018

CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil dix-huit, le mardi 31 juillet à 18 heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de Madame Sonia LAGARDE, Maire.

ETAIENT PRESENTS :

DATE DE CONVOCATION
23.07.2018

DATE D'AFFICHAGE
25.07.2018

Mme	Sonia LAGARDE	M.	Alexandre MACHFUL
M.	Jean-Pierre DELRIEU	M.	Kalisito MUSUMUSU
Mme	Kareen CORNAILLE	Mme	Karine DESTOURS
M.	Marc MANSEL	Mme	Germaine NEWEDOU
Mme	Chantal BOUYE	M.	Christophe CHEVILLON
M.	Daniel LEROUX	Mme	Christine BELLET
Mme	Diane BUI-DUYET	M.	Henri OUILLEMON
Mme	Françoise SUVE	M.	Patrick SENS
M.	Dominique SIMONET	Mme	Liliane CONDOUMY
Mme	Anne-Christine CHIMENTI	Mme	Sonia BACKES
M.	Marc ZEISEL	M.	Jonas TAOFIFENUA
Mme	Patricia VAN RYSWYCK	M.	Charles ERIC
M.	Nicolas VIGNOLES	Mme	Dominique KORFANTY
Mme	Marie-Noëlle LOPEZ	M.	Angélo PITO
M.	Tristan DERYCKE	Mme	Dina REY
Mme	Tuilogona O'CONNOR	Mme	Mireille LEVY
M.	Pierre FAIRBANK	M.	Hnadriane HNADRIANE
M.	Mathieu OUANEMA		

formant la majorité des membres en exercice.

ABSENTS EXCUSES :

Nombre de conseillers en exercice	: 53	Mme	Martine LAGNEAU	M.	Marc DESCHAMPS
		Mme	Valérie LAROQUE	M.	André WAMO
		Mme	Sabine KAGY	M.	Gaël YANNO
Nombre de présents	: 35	Mme	Janine BAJON	Mme	Isabelle LAFLEUR
Nombre de votants	: 50	M.	Christophe OBLED	M.	Philippe BLAISE
(15 procurations)		Mme	Laurène CASSAGNE	Mme	Isabelle CHAMPMOREAU
		M.	Christophe DELESSERT	M.	Jean-Claude BRIAULT
		Mme	Jinezi Annie QAEZE	Mme	Félicia BALLANGER
		Mme	Charlène SOERIP	Mme	Marie-Jo BARBIER-PONTONI

Madame Diane BUI-DUYET a été élue secrétaire de séance.

autorisant la signature d'une convention de prestations informatiques avec le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en vue de l'intégration de la Ville de Nouméa dans le système informatisé de gestion des ressources humaines dénommé TIARHE

Le conseil municipal de la Ville de Nouméa, réuni en séance publique, le **31 JUIL. 2018**

VU la loi organique modifiée n° 99/209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, publiée au Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie le 24 mars 1999,

VU la loi modifiée n° 99/210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, publiée au Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie le 24 mars 1999,

VU le Code des communes de la Nouvelle-Calédonie,

VU la délibération du conseil municipal de la Ville de Nouméa n° 2018/177 du 12 mars 2018 relative au budget principal primitif 2018 de la Ville,

VU le courrier de confirmation du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie du 20 juin 2018,

VU la note explicative de synthèse n° 2018/124 du 4 juillet 2018,

La Commission de l'Administration Générale entendue en séance du 13 juillet 2018,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

ARTICLE 1^{er} /

Le Maire ou son représentant est habilité à signer avec le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie une convention de prestations informatiques en vue de l'intégration de la Ville de Nouméa dans le système informatisé de gestion des ressources humaines dénommé TIARHE.

ARTICLE 2 /

Cette convention est conclue pour l'année 2018.

ARTICLE 3 /

Le délai de recours devant le Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie contre le présent acte est de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 /

Le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera enregistrée, transmise à Monsieur le Commissaire Délégué de la République pour la province Sud et notifiée au gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

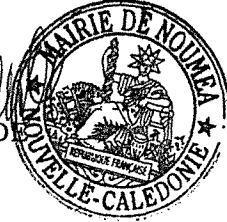
DELIBERE EN SEANCE PUBLIQUE, LE 31 JUL. 2018

POUR EXTRAIT CONFORME

NOUMEA, LE - 2 AOUT 2018

Le Maire,

Sonia LAGARDE



DESTINATAIRES :

SUBD ADMINIS. SUD	- 1
D.F. (dont T.P.S.)	- 2
D.S.I.	- 1
D.R.H.	- 1
GOUV. NC (DTSI)	- 1

Le Maire certifie que par le présent acte
ayant été transmis le - 3 AOUT 2018
au Commissaire Délégué
et notifié le - 7 AOUT 2018
~~et notifié le~~
est exécutoire de plein droit.



Haut-Commissariat de la République
en Nouvelle-Calédonie

03 AOUT 2018

CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

Pour le Maire et par délégation,

Anne-Christine CHIMENTI
9^e adjointe au Maire
chargée des finances